

Opinion



Jean Mafart

Ancien directeur des affaires européennes et internationales du ministère de l'Intérieur français, auteur de "La Politique européenne de sécurité intérieure" ⁽¹⁾

■ Aussi nécessaire que la politique européenne de défense, elle lutte contre le trafic de stupéfiants et contre le terrorisme, et défend notre frontière extérieure commune. Son insuccès menacerait la légitimité de l'espace de libre circulation, un acquis précieux de la construction européenne.

en ont fait une priorité gouvernementale. Mais nous avons aussi besoin de mesures européennes: à cet égard, le développement des capacités d'Europol est sans doute une bonne nouvelle, face à des organisations criminelles qui se jouent des frontières des États. La présidence belge du Conseil de l'Union européenne a aussi lancé une initiative très opportune sur le trafic de stupéfiants dans les ports.

Terrorisme et Internet

Une deuxième question majeure est évidemment celle du terrorisme. Si le renseignement relève des États, il existe désormais une véritable politique européenne de contre-terrorisme. C'est tout à fait logique: alors que la lutte contre le terrorisme était autrefois l'apanage des services de police et de renseignement spécialisés, elle fait aujourd'hui intervenir le contrôle des flux bancaires, la régulation d'Internet ou encore le contrôle des armes à feu, autant d'instruments qui ont une forte dimension européenne. Un règlement européen de 2021, par exemple, impose aux plateformes d'Internet le retrait des contenus terroristes dans un délai d'une heure. Ajoutons, une fois encore, l'importance des moyens d'Europol et des systèmes d'information européens.

Le troisième domaine est, bien sûr, notre frontière extérieure commune. La double nature de la frontière – immigration et sécurité – était très présente à l'esprit des concepteurs de l'espace Schengen. Pourtant, des années de discussions auront été nécessaires pour simplement adopter, en 2024, des procédures obligatoires de contrôle et d'enregistrement pour les étrangers franchissant irrégulièrement la frontière extérieure: comment ne pas reconnaître que, dans certains domaines, la politique de sécurité intérieure avait pris du retard sur la libre circulation? De même, on attend toujours le "système entrée-sortie" (SES), qui gardera la trace des entrées et des sorties des non-Européens à la frontière de l'Union.

L'Europe de la sécurité intérieure paraît d'autant plus nécessaire que son insuccès finirait par menacer la légitimité de l'espace de libre circulation, un des acquis les plus précieux de la construction européenne; voilà qui donne une petite idée de son importance.

→ (1) Bruylant, à paraître.

→ Titre et chapô sont de la rédaction. Titre original: "L'Europe de la sécurité intérieure, cette inconnue".

OPINION

De la démocratie à l'oligarchie

■ Les parallèles entre la révolution oligarchique d'Athènes en -411 et le coup d'État en cours aux États-Unis sont frappants.

Pierre Silverberg

Politologue et chercheur indépendant

Lors de la révolution oligarchique, l'élite athénienne décide de s'emparer du pouvoir, de mettre fin aux institutions démocratiques et de s'allier à la cité ennemie, Sparte, pour maintenir son emprise sur Athènes. Cela vous semble familier? Les parallèles historiques entre la révolution oligarchique de -411 et le coup d'État en cours aux États-Unis sont frappants.

À 2036 ans d'intervalle, tant l'oligarchie athénienne que l'élite américaine présentent les libertés individuelles et politiques acquises par le peuple comme des signes évidents de déclin moral et civilisationnel contre lesquels il faut agir. Dans les deux cas, les oligarques se présentent comme étant les seuls capables de redresser le pays et de purger la nation de ses dérives. Et, naturellement, dans les deux cas, l'oligarchie se sent autorisée à outrepasser les lois et détourner le système au détriment du peuple.

La guerre comme contexte

Ces "révolutions oligarchiques" s'inscrivent aussi dans un contexte historique relativement similaire: la guerre.

La guerre du Péloponnèse est un conflit qui a éclaté entre Athènes et Sparte. Idéologiquement, Athènes représente la Grèce "progressiste": sa démocratie est accomplie, chaque citoyen y bénéficie d'une liberté individuelle sans précédent ainsi que de la certitude de pouvoir contribuer activement à la politique de sa cité. Grâce à sa pratique démocratique du tirage au sort, on estime qu'un citoyen athénien avait 70% de chances d'exercer un rôle politique au moins une fois dans sa vie. À l'inverse, Sparte avait conservé sa Constitution originale et représentait la Grèce "conservatrice". La cité était une "gérontocratie" gouvernée par deux rois et un conseil des anciens, la Gêrousia. Le peuple n'avait pratiquement aucune chance d'exercer un jour une responsabilité politique et devait littéralement choisir ses représentants à "l'applaudimètre".

Les deux groupes d'oligarques partagent également une stratégie et un mode opératoire similaires: ils désignent un des leurs pour de nouvelles responsabilités créées sur mesure pour répondre à une urgence tout aussi douteuse.

Ainsi, dans l'Antiquité, l'élite profite de l'annonce d'une défaite militaire pour

anticiper des problèmes d'approvisionnement et crée un nouveau conseil: les Probouloi, littéralement "ceux qui viennent avant la volonté (du peuple)". Ce groupe "paraétatique" prendra de plus en plus de place, au point de rédiger une nouvelle Constitution oligarchique. Cette Constitution ne reconnaît plus de droits politiques qu'à 5000 citoyens triés sur le volet et instaure un conseil de 400 membres qui détiennent les pleins pouvoirs.

Le parallèle historique avec le DOGE (*commission pour l'efficacité gouvernementale*) d'Elon Musk est tentant. En tout cas, son existence est également justifiée par une narrative d'urgence et de gestion des ressources publiques. Nous ne pouvons pas encore conclure que le DOGE ira jusqu'à rédiger une nouvelle Constitution américaine, mais il exerce déjà un pouvoir paraétatique clair.

Trahison flagrante

Le dernier point de comparaison est probablement le plus troublant. Pour se maintenir au pouvoir, l'élite athénienne n'hésita pas à faire appel à Sparte, contre laquelle les Athéniens se battaient depuis trois ans!

Cette trahison flagrante fut justifiée par la volonté d'apaiser les tensions entre les deux cités et, afin de faciliter l'entente, Athènes devait naturellement sacrifier sa Constitution démocratique et reconnaître le nouvel ordre oligarchique.

Les derniers développements de la guerre en Ukraine et l'inversion historique de l'Administration Trump en faveur de la Russie portent les similitudes à un degré presque irréal. D'autant plus que, dans la foulée, l'émissaire de Trump n'hésite pas à soutenir les partis les plus conservateurs de l'Europe.

Le coup d'État oligarchique des 400 ne dura qu'un an, mais la démocratie ne fut sauvée que par la révolte des marins de Samos. Composée de simples citoyens, cette marine constituait la plus grande force de la Cité, l'expression la plus pure du terme démocratie. À savoir: *demos* (le peuple) et *kratos* (la force).

Nous ne savons pas encore jusqu'où ira le DOGE aux États-Unis, mais une chose est certaine: si le coup d'État oligarchique en cours est arrêté, ce sera par la collaboration entre le peuple et sa force publique pour résister à l'hubris dans laquelle son élite s'est perdue.